

Présentation de votre organisation

- Sue-Ann MacDonald, professeure agrégée à l'École de travail social à l'Université de Montréal, chercheure au CREMIS (Centre de recherche sur les inégalités sociales et les discriminations de Montréal)
- Érick Rioux, étudiant à la maîtrise à l'École de travail social à l'Université de Montréal
- Mélissa Roy, professeure à l'École de travail social de l'Université du Québec à Montréal
- Emmanuelle Khoury, professeure à l'École de travail social à l'Université de Montréal, chercheure au CREMIS (Centre de recherche sur les inégalités sociales et les discriminations de Montréal)
- Nathalie St-Amour, professeure au département de travail social de l'Université du Québec en Outaouais, co-directrice du Réseau Inondations InterSectoriel du Québec [RIISQ]
- Emmanuelle Larocque, professeure au département de travail social de l'Université du Québec en Outaouais

Résumé de la contribution et sommaire des propositions

Résumé de la contribution

En tant que professeures et étudiant en travail social, nous sommes préoccupé.e.s par plusieurs crises, de nature environnementale, sociale, épistémologique et méthodologique, provoquant des remises en question des bases du travail social et des pratiques qui en découlent.

Nous voulons souligner l'importance que notre profession adopte des valeurs qui relèvent davantage de l'anti-oppression ou de perspectives critiques, afin de se positionner face à la mainmise du néolibéralisme, un paradigme omniprésent dans les sociétés occidentales dont l'influence teinte également le travail social. Un tel positionnement pourrait faciliter l'émergence de nouvelles façons d'être, d'agir et de penser qui intègrent l'environnement physique et naturel dans une vision *écocentrique*, anti-capitaliste, anti-raciste et décoloniale.

Sommaire des propositions

PROPOSITION 1 :

Que les états généraux considèrent l'importance des enjeux environnementaux liés à la crise climatique et promeuvent le rôle du travail social dans la lutte contre les injustices environnementales et climatiques.

PROPOSITION 2 :

Que les états généraux prennent une position claire quant aux impacts de la nouvelle gestion publique, de la centralisation du pouvoir public, de

	l'organisation des services par spécialités et des outils d'uniformisation des pratiques qui en découlent et qui freinent l'autonomie professionnelle des TS.
PROPOSITION 3 :	Que les états généraux prennent acte du sentiment d'impuissance, d'épuisement et de perte de sens des TS qui sont confronté.es à la montée de la technobureaucratie dans les milieux de pratiques et qu'ils promeuvent plutôt nos approches sociales et globales pour contrer la domination continue des perspectives biomédicales et de pathologie sociale qui excluent les personnes concernées de l'expertise en TS.
PROPOSITION 4 :	Que les états généraux reconnaissent que la formation en travail social doit se réactualiser en considérant l'importance des enjeux environnementaux-écologiques, tout en soulignant la polyvalence des méthodes en travail social, l'importance des trois méthodologies (individuelle, groupe, collective) et la possibilité de pratiquer selon des approches intégrées et holistiques.
PROPOSITION 5 :	Que les états généraux affirment et valorisent la contribution du travail social dans la mobilisation interdisciplinaire nécessaire pour faire face aux enjeux complexes qui découlent de la crise climatique. Les connaissances et les compétences historiquement développées par la discipline sont des outils puissants face à ces nouveaux défis.

Introduction¹

Les changements climatiques (CC) sont l'un des plus gros défis du 21^e siècle (GIEC, 2021), représentant non seulement le pire enjeu écologique contemporain, mais aussi un énorme défi social (Agundez-Rodriguez & Sauvé, 2022; IPCC, 2022). En effet, les effets sociaux, environnementaux, sanitaires, économiques et politiques des CC sont complexes et interpellent directement les travailleuses sociales du secteur public, communautaire et privé puisqu'elles travaillent avec les communautés les plus affectées par ces changements (Rinkel & Powers, 2017). Or, elles semblent trop souvent démunies devant l'ampleur et la complexité des enjeux, notamment sur la question de l'intervention en cas de désastre naturel (Harms et al., 2022). Pourtant, les normes pédagogiques pour la formation en travail social sont de plus en plus explicites quant à la nécessité d'intégrer les notions

¹ Une grande partie de ce texte figure dans un article qui a été soumis à la revue *Intervention* et est sous évaluation.

environnementales et écologiques dans les curricula (Rinkel & Powers, 2017). Par exemple, *l'Agenda mondial pour le travail social et le développement social* (coécrit par les trois organisations internationales de travail social : AIETS, FITS, ICSW²) souligne l'importance que les travailleuses sociales s'engagent dans la promotion de communautés et d'environnements durables (cité dans Powers & Engstrom, 2020). De plus, l'Association canadienne pour la formation en travail social (CASWE-ACFTS) – soit l'association qui agrmente les programmes de formation en travail social au pays – a récemment révisé ses politiques pédagogiques et normes d'agrément (PPNA) afin d'y inclure la durabilité environnementale, les pratiques « écologiques » et les pratiques de décolonisation (CASW-ACFTS, 2021, p.15 - 16). Toutefois, un bref survol des programmes des différentes écoles de travail social du Québec démontre un pauvre investissement de la sphère académique sur ces enjeux (Dagenais Lespérance & MacDonald, 2019)³, puisqu'il en dépendrait principalement de la liberté académique des enseignant.e.s à l'intégrer dans leurs cours (MacDonald et Rioux, résultats inédits, 2023).

Notre objectif dans ce texte est de plaider pour un virage vers un paradigme plus « vert » ou *écocentrique* (Boetto, 2017; Coates, 2003) en travail social, qui tient compte de la justice climatique et environnementale, des inégalités sociales, de la décolonisation et de la durabilité environnementale, afin de favoriser un changement dans la discipline et les pratiques du travail social au Québec pour contrer une vision du travail social trop compartimentée, actuarielle et freinée dans la réalisation de sa mission de justice sociale par le néolibéralisme et les relations de domination qui découlent du projet colonial.

L'importance d'un virage environnemental-écologique en travail social

Il est important de noter que plusieurs termes sont utilisés pour aborder le travail social dans une perspective environnementale et écologique, dont : l'« écologie profonde » et la justice écologique (Besthorn, 2012; Besthorn, 2013); le « travail social écologique » (Ungar,

² Association Internationale des Écoles de Travail Social, Fédération Internationale des Travailleurs Sociaux & International Council on Social Welfare

³ <https://www1.otstcfq.org/1-ordre/evenements-et-campagnes/justice-climatique-de-l-veil-a-l-action/#programmation>

2002); le « travail *écosocial* » (Boetto, 2017; Boetto et al., 2020, 2022); et le « travail social vert » (Dominelli, 2012; 2013; 2018). Bien que chaque terme ait ses nuances, l'approche *écosociale* est devenue un concept englobant, doté d'un sens large qui repose sur « une compréhension de l'écologie (c'est-à-dire la reconnaissance de la nature interconnectée à tous les éléments vivants et non-vivants) et de la société, et qui considère le bien-être humain comme intrinsèquement et inextricablement lié à un environnement naturel sain et durable » [traduction libre] (Jones, 2018, p. 559). Le « travail social vert » (Dominelli, 2012; 2013; 2018) renvoie à « une forme de pratique professionnelle holistique du travail social » qui mise sur les interdépendances, les interactions et les relations entre les personnes et leurs habitats, et sur une transformation profonde de la façon dont les gens conceptualisent ces « relations entre eux, avec les êtres vivants et avec le monde inanimé » [traduction libre] (2012, p. 25). D'autres chercheurs (Gray et al., 2013; Holbrook et al., 2019) présentent une gamme de pratiques du travail social environnemental qui peuvent se déployer au niveau micro, méso ou macro, dont l'intervention en cas de crise et de post-catastrophe auprès des individus, des familles et des communautés; les projets de développement communautaire durable; l'élaboration et la défense des politiques sociales et environnementales; et l'intervention collective et de groupe pour promouvoir la transition socio-écologique.

Pourtant, la tournure technobureaucratique dans les organisations, promulguée par le vent néolibéral, limite la capacité d'action des travailleur.e.s sociaux.les. Les contextes de pratique sont de plus en plus axés sur les résultats et la reddition de comptes, plutôt que sur le cheminement personnel, groupal, organisationnel ou collectif (Khoury & del Barrio, 2015). À cet effet, depuis le début des années 2000, nous assistons à la croissance de stratégies et rationalités issues de la Nouvelle gestion publique (NGP) dans tous les secteurs : la santé, les services sociaux, l'éducation, etc. Les discours récurrents au cœur de la NGP soutiennent que l'État est dysfonctionnel et inefficace et qu'un recours vers la privatisation ou la dérégulation est nécessaire. De plus, afin de contrer ces inefficiences de l'État, l'accent est mis sur des solutions basées sur la reddition de comptes, la réduction des coûts et la responsabilisation (Jetté & Goyette, 2010; Varone et Bonvin, 2004). La

focalisation sur l'efficacité et l'imputabilité conduit à prioriser des organisations dont l'orientation est caractérisée par une aversion aux risques, tout en privilégiant l'uniformisation de pratiques du travail social (MacDonald, Srikanthan, Ferrer et al., 2020). Cet accent technocratique et managérial crée une pression vers l'offre de solutions dépourvues d'une compréhension de la complexité des phénomènes et des problèmes sociaux (Webb, 2006), comme les approches globales axées sur l'agentivité des personnes concernées et les intervenant.es dans une perspective d'appropriation du pouvoir d'agir. À cet effet, le déploiement et l'utilisation d'outils décisionnels quantitatifs réduisent la possibilité d'une prise en compte de la complexité des situations vécues et freinent la capacité d'analyse inductive et subjective propre à la pratique du travail social (Hardy, 2017). Pensons par exemple aux outils de cheminement clinique informatisés (OCCI) utilisés dans les milieux de soutien à domicile pour cerner les besoins de l'utilisateur et déterminer le niveau et la nature des services qui lui seront fournis. Mentionnons également le système de soutien à la pratique (SSP) en protection de la jeunesse, qui détermine le niveau de risque de l'enfant concerné par le signalement. Alors que les travailleuses et travailleurs sociaux, tant en milieu communautaire qu'institutionnel, font face à des réductions budgétaires, à des restructurations des lieux de travail et à une augmentation de la charge de travail, la pression s'est intensifiée pour produire des résultats basés sur une normalisation des pratiques techniques (Bellot et al., 2013; Bourque & Grenier, 2018). De son côté, Reamer (2013) souligne que le travail social est entré dans une phase « apolitique », dans laquelle des orientations technocratiques ou « sans valeur » ont pris de l'importance dans la pratique au détriment des perspectives politisées, anti-oppressives et d'autonomisation centrées sur la réciprocité⁴, les interconnexions et l'interdépendance. Pour nous, cela correspond aussi à l'environnement biophysique et l'urgence de s'attarder à la crise climatique et des enjeux de justice environnementale et climatique qui interpellent des approches globales, de mitigation,

⁴ Ce paragraphe provient de notre présentation du numéro 154 de la Revue intervention.
https://revueintervention.org/wp-content/uploads/2022/03/ri_154_2022.1_presentation.pdf

mais aussi de prévention, en plus d'une compréhension holistique des individus et des communautés.

Les approches du travail social vert, environnemental-écologique et *écosocial* renversent fondamentalement (sur les plans épistémologiques, ontologiques et axiologiques), les hypothèses modernistes sur lesquelles le travail social est basé. Ces approches mettent plutôt de l'avant une perspective holistique qui se distancie de la dichotomie nature-humain, et proposent un paradigme où l'humain est uni au monde naturel. Cette posture holistique nous distancie donc d'un rapport de domination de la nature, des peuples autochtones et des peuples « du Sud ⁵», et elle nous invite à considérer les interrelations et les interconnexions complexes qui unissent l'humain aux vivants et aux non-vivants sur un plan horizontal, plutôt que vertical (Boetto, 2017; Gray et al., 2013). De plus, les valeurs de la justice environnementale et climatique – toutes deux centrales dans les approches du travail social vert, environnemental-écologique et *écosocial* – permettent de prendre en considération l'expérience des personnes affectées par les changements climatiques ou par la dégradation environnementale (le « pendant »), leurs causes (l'« avant ») et les actions ou événements qui s'ensuivent (l'« après »)(Goodling, 2020). Considérant donc que « l'avant » concerne principalement les idéaux néolibéraux, capitalistes, extractivistes et colonialistes de la société contemporaine et que « l'après » implique souvent l'exclusion des populations marginalisées des processus décisionnels (Schlosberg & Collins, 2014), alors une approche intégrée du travail social qui permet à la fois de soutenir individuellement une personne, d'accompagner une collectivité et de lutter au plan structurel prend alors tout son sens.

Du côté de la formation en travail social, il existe plusieurs écoles de pensée et approches liées à l'écologisation de l'enseignement afin de promouvoir un paradigme écocentrique. Selon une approche, il suffit simplement d'ajouter du contenu dans les programmes de travail social existants (qui demeurent néanmoins toujours situés dans une optique

⁵ En faisant référence à la conceptualisation de De Sousa Santos (2019) et les épistémologies du « Sud » et l'injustice épistémologique.

anthropocentrique) pour encourager la pensée environnementale (Beltran, Hacker et Begun, 2016) et les concepts *écosociaux* (Boetto, 2017; Boetto et al., 2020; 2022; Jones, 2018). Une autre approche, qui se veut davantage transformative et transversale (Jones, 2013, 2018), veut infuser une optique écosociale dans tous les aspects des programmes d'études de travail social (Powers et al., 2019) et dans le développement de la littératie et des pratiques écologiques (Jones, 2013; 2018). En d'autres termes, il s'agit de revoir fondamentalement ce que nous savons, enseignons et pratiquons en reconnaissant notre interrelation, notre interdépendance et notre interconnexion avec la nature (Besthorn, 2012; 2013; Dominelli, 2012; Peeters, 2012; Powers et al., 2019). Bref : mettre de l'avant une perspective *écocentrique*, plutôt qu'*anthropocentrique*. Au Québec nous sommes loin d'intégrer ou même d'aborder d'une façon intentionnelle ces enjeux dans la formation⁶. Nous croyons cependant que le travail social doit jouer un rôle de premier plan pour lutter contre les injustices environnementales et climatiques, compte tenu de leur exacerbation des inégalités sociales et de leur détérioration des conditions de vie des personnes vulnérables.

Écoutons les TS!

Finalement nous terminons notre plaidoyer en partageant quelques réflexions qui émergent de notre recherche qui explore les avenues d'écologisation de la pratique et de l'enseignement du travail social au Québec⁷. Conformément à la pensée moderniste sur lequel le travail social s'est développé, les participantes à la recherche ont soulevé des formes de clivages qui entravent leur capacité à considérer les enjeux liés aux changements climatiques et à la justice environnementale dans le cadre de leur pratique quotidienne. Par exemple, les participantes ont souligné le traitement persistant de la nature comme étant séparée de l'humain, une perspective qui s'oppose à une vision d'interrelation et d'interdépendance, mais qui s'inscrit plutôt dans une visée où la nature, étant extérieure

⁶ https://revueintervention.org/wp-content/uploads/2019/12/ri_150_2019.2_dagenais_lesperance_macdonald.pdf

⁷ « Verdir » le travail social au Québec (MacDonald et al., 2022-2024) CRSH (Conseil de recherches en Sciences Humaines) #2022-3949.

à soi, peut donc être instrumentalisée et exploitée dans un objectif de gain de capital (MacDonald et al., à paraître). En outre, les participantes décrivaient l'influence des attentes néolibérales et capitalistes dominantes associées au progrès individuel et à la participation économique sur leur pratique de l'intervention sociale. Un point transversal aux récits des participantes concernait leur description de l'intervention comme une pratique axée sur l'amélioration du fonctionnement individuel dans ses contextes sociaux et économiques. Hormis les interventions après coup - ou « action-réaction » - visant à soutenir les individus à la suite de perturbations environnementales, la nature semble largement exclure des interventions quotidiennes du travail social. Les participantes ont souligné la quasi-absence, voire l'absence totale, d'une attention portée à l'intégration ou à l'interconnexion des personnes dans des contextes naturels ou environnementaux, et elles ont expliqué cette omission analytique par l'organisation institutionnelle et les injonctions techno-bureaucratiques. Entre autres, les participantes ont souligné deux obstacles concrets entravant l'intégration d'une perspective considérant la justice environnementale et climatique dans la pratique quotidienne : 1) le travail en vase clos régional, professionnel ou par spécialisation (interventions axées sur le diagnostic ou la problématique); et 2) la compartimentalisation et la médicalisation des problèmes sociaux. Si le premier obstacle réduit les possibilités de soutien et d'actions collectives, le second alimente une compréhension individualisée des questions sociales comprises – souvent à l'aide de schèmes psychologiques (Roy et al., 2017) – en matière de « dysfonctionnement » personnel, donc distinct d'enjeux relatifs à l'environnement. En bref, les participantes ont noté que les conditions organisationnelles et institutionnelles créaient des obstacles à l'intégration d'une analyse axée sur les préoccupations environnementales dans la pratique.

Les analyses intersectionnelles des conséquences potentiellement dévastatrices des changements climatiques (événements météorologiques extrêmes (ÉME), températures extrêmes, inondations, incendies, hausse de maladies par vecteurs, etc.) ont été communes aux récits des participantes. Tout en décrivant des spécificités locales de ces

enjeux, les réflexions des participantes rejoignent l'attention mondiale croissante quant aux injustices environnementales et climatiques, c'est-à-dire à la vulnérabilité accrue des populations déjà marginalisées en raison de la race, de la classe, de l'âge, de capacités, etc. Cette reconnaissance des formes d'oppressions croisées amène les participantes à souligner l'importance des réponses collectives en travail social. En effet, comme l'ont constaté les participantes, les réponses individuelles aux effets des changements climatiques ne sont que des solutions de fortune et projettent sur les individus la responsabilité de gérer eux-mêmes les risques associés aux changements climatiques et à la dégradation environnementale. Les voix des participantes se sont donc jointes à celles des autrices et des militantes affirmant l'urgence d'une action politique et collective, et du besoin criant de revoir les systèmes encadrant le travail social afin de favoriser l'émergence de pratiques afin de se préparer, s'adapter et lutter contre la crise climatique de manière transversale, c'est-à-dire en considérant les plans micro, méso et macro - ou individuel, collectif et structurel. L'analyse des premiers résultats de cette étude fait donc ressortir une compréhension partagée de l'insuffisance des schèmes et outils actuels en travail pour lutter contre le changement climatique et se préparer ou répondre à ses conséquences, tel qu'elles sont vécues de manière inégale à l'échelle locale et mondiale. Apparaît ainsi la nécessité de créer des espaces de réflexion et d'actions pour s'entraider, collectiviser les enjeux et briser l'isolement et la souffrance. Ces espaces, qui pourraient prendre la forme des communautés de pratique, offriront donc des occasions pour confronter la fragmentation et la perte de sens dans les pratiques (Boetto et al., 2020, 2022) et, par conséquent, favoriseront la réappropriation des enjeux et des méthodes collectives en travail social, dans l'optique de créer des changements réellement *sociaux*. C'est d'ailleurs ce que propose Grandgeorge (et al., 2022) dans son livre *Écologisation du travail social*: « revitaliser les fondements solidaristes du travail social ».

Pour conclure, nous sommes d'avis que les *États généraux du travail social* devraient être une occasion de mettre de l'avant des principes *écocentriques* et des valeurs de justice environnementale et climatique. La profession possède une expertise particulière et des

connaissances qui ont historiquement été orientées vers la protection des populations vulnérables. Dans la conjoncture environnementale et climatique actuelle, nous croyons donc que le travail social se doit d'actualiser ses pratiques, ses connaissances et ses formations afin d'assurer la pérennité de notre mission de protection et de changement social. Un tel changement de paradigme nous positionnerait nécessairement en porte-à-faux quant au capitalisme, au néolibéralisme, au colonialisme et à l'extractivisme, tous des idéaux mis de l'avant dans notre société contemporaine. Or, nous croyons que la situation environnementale et climatique actuelle demande des gestes qui auront une portée structurelle. De plus, les organisations de services sociaux nous paraissent restrictives ou limitantes face à des approches en travail social qui permettent l'actualisation d'une pratique intégrée ou globale. Nous devons revenir vers une vision des services sociaux profondément ancrés dans l'identité de leur territoire, où la voix des populations concernées est entendue et est en mesure d'influencer la planification et la mise en œuvre des politiques sociales. Ajoutons également, une organisation des services sociaux qui saura prendre en compte la toile complexe des interrelations et des interdépendances entre la nature et la culture.

Références

- Agundez-Rodriguez, & Sauvé, L. (2022). L' ducation relative au changement climatique : Une lecture à la lumière du Pacte de Glasgow. * ducation relative à l'environnement*, 17(1).  rudit. <https://id.erudit.org/iderudit/1093834ar>
- Bellot, C., Jetté, C., & Bresson, M. ( ds.). (2013). *Le travail social et la nouvelle gestion publique*. Presses de l'Université du Québec.
- Besthorn, F. (2012). *Radical equalitarian ecological justice : A social work call to action* (p. 31-45).
- Besthorn, F. H. (2013). Radical equalitarian ecological justice. Dans M. Gray, J. Coates, & T. Hetherington ( ds.), *Environmental social work* (1i re  d., p. 31-45). Routledge.
- Boetto, H. (2017). A Transformative Eco-Social Model : Challenging Modernist Assumptions in Social Work. *The British Journal of Social Work*, 47(1), 48-67. <https://doi.org/10.1093/bjsw/bcw149>
- Boetto, H., Bowles, W., N rhi, K., & Powers, M. (2020). Raising awareness of transformative ecosocial work : Participatory action research with Australian practitioners. *International Journal of Social Welfare*, 29(4), 300-309. <https://doi.org/10.1111/ijsw.12445>
- Boetto, H., N rhi, K., & Bowles, W. (2022). Creating 'Communities of Practice' to Enhance Ecosocial Work : A Comparison between Finland and Australia. *British Journal of Social Work*, 52(8), 4815-4835.
- Bourque, M., & Grenier, J. (2018). Introduction. Dans J. Grenier & M. Bourque ( ds.), *Les services sociaux à l'ère managériale* (p. 1-12). Les Presses de l'Université Laval. <https://doi.org/10.2307/j.ctv1g248f3.4>
- CASW-ACFTS. (2021). *Politiques pédagogiques et normes d'agrément pour la formation en travail social au Canada*. <https://caswe-acfts.ca/wp-content/uploads/2021/09/PPNA-2021-1.pdf>
- Centemeri, L. (2013). Crise écologique et dynamique locale : Un avenir pour les métiers du social ? Dans C. Bolzman, J. Libois, & F. Tschopp ( ds.), *Le travail social à la recherche de nouveaux paradigmes : Inégalités sociales et environnementales* (p. 125-145).  ditions IES.
- Coates, J. (2003). *Ecology and social work : Toward a new paradigm: Vol. null* (null,  d.).
- Dagenais Lespérance, J., & MacDonald, S.-A. (2019). La justice environnementale : Dans l'angle mort de la formation en travail social? *Intervention*, 150, 113-119.

- Dominelli, L. (2012). *Green social work—From environmental crisis to environmental justice*. Polity Press.
- Dominelli, L. (2013). Environmental justice at the heart of social work practice : Greening the profession. *International Journal of Social Welfare*, 22(4), 431-439. <https://doi.org/10.1111/ijsw.12024>
- Dominelli, L. (2018). Chapitre 3. Le travail social vert : Une approche épistémologique, éthique et méthodologique face aux défis des catastrophes dites « naturelles » du XXI^e siècle. Dans *La fabrique du doctorat en travail social* (p. 35-43). Presses de l'EHESP; Cairn.info. <https://doi.org/10.3917/ehesp.rulla.2018.01.0035>
- Goodling, E. (2020). Intersecting hazards, intersectional identities : A baseline Critical Environmental Justice analysis of US homelessness. *Environment and Planning E: Nature and Space*, 3(3), 833-856. <https://doi.org/10.1177/2514848619892433>
- Grandgeorge, D., Michaud, S., & Klinger, M. (2022). *L'écologisation du travail social : Les établissements sociaux à l'épreuve du changement climatique et de l'effondrement de la biodiversité*. Éditions ies; WorldCat.org.
- Gray, M., Coates, J., & Hetherington, T. (2013). *Environmental social work* (1st ed). Routledge.
- Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (2021). *Sixième rapport d'évaluation*. Programme des Nations Unies pour l'Environnement.
- Hardy, M. (2017). In Defence of Actuarialism : Interrogating the Logic of Risk in Social Work Practice. *Journal of Social Work Practice*, 31(4), 395-410. <https://doi.org/10.1080/02650533.2017.1394828>
- Harms, L., Boddy, J., Hickey, L., Hay, K., Alexander, M., Briggs, L., Cooper, L., Alston, M., Fronek, P., Howard, A., Adamson, C., & Hazeleger, T. (2022). Post-disaster social work research : A scoping review of the evidence for practice. *International Social Work*, 65(3), 434-456. <https://doi.org/10.1177/0020872820904135>
- Holbrook, A. M., Akbar, G., & Eastwood, J. (2019). Meeting the challenge of human-induced climate change : Reshaping social work education. *Social Work Education*, 38(8), 955-967. <https://doi.org/10.1080/02615479.2019.1597040>
- IPCC. (2022). *Climate Change 2022 : Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* (H.-O. Pörtner, D. C. Roberts, M. Tignor, E. S. Poloczanska, K. Mintenbeck, A. Alegria, M. Craig, S. Langsdorf, S. Lösckle, V. Möller, A. Okem, & B. Rama, Éd.). Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/9781009325844>.

- Jetté, C., & Goyette, M. (2010). Pratiques sociales et pratiques managériales : Des convergences possibles ? *Nouvelles pratiques sociales*, 22(2), 25-34. Érudit. <https://doi.org/10.7202/044217ar>
- Jones, P. (2013). Transforming the curriculum : Social work education and ecological consciousness. Dans M. Gray, J. Coates, & T. Hetherington, *Environmental social work* (1st ed). Routledge.
- Jones, P. (2018). Greening social work education Transforming the curriculum in pursuit of eco-social justice. Dans L. Dominelli (Éd.), *The Routledge handbook of green social work* (1st Edition, p. 558-568). Routledge, aylpr & Francis Group.
- Khoury, E., & del Barrio, L. R. (2015). Recovery-Oriented Mental Health Practice : A Social Work Perspective. *The British Journal of Social Work*, 45, i27-i44.
- MacDonald, S.-A. & Rioux, E. (2023). Projet de recherche "Verdir" le travail social au Québec: Exploration des croisements entre l'écologie et la pratique, la théorie et la formation du travail social. [ensemble de données inédites], Université de Montréal.
- Powers, M. C. F., & Engstrom, S. (2020). Radical Self-Care for Social Workers in the Global Climate Crisis. *Social Work*, 65(1), 29-37. <https://doi.org/10.1093/sw/swz043>
- Powers, M., Schmitz, C., & Beckwith Moritz, M. (2019). Preparing social workers for ecosocial work practice and community building. *Journal of Community Practice*, 27, 446-459.
- Reamer, F. G. (2013, juin 11). *Ethics and Values*. Encyclopedia of Social Work. <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780199975839.013.134>
- Rinkel, M., & Powers, M. (Éds.). (2017). *Social Work promoting community and environmental sustainability : A workbook for global social workers and educators* (Vol. 1). International Federation of Social Work.
- Roy, M., Rivest, M.-P., & Moreau, N. (2017). The Banality of Psychology. *Social Work*, 62(1), 86-88.
- Schlosberg, D., & Collins, L. B. (2014). From environmental to climate justice : Climate change and the discourse of environmental justice. *WIREs Climate Change*, 5(3), 359-374. <https://doi.org/10.1002/wcc.275>
- Ungar, M. (2002). A Deeper, More Social Ecological Social Work Practice. *Social Service Review*, 76(3), 480-497. <https://doi.org/10.1086/341185>
- Varone, F., & Bonvin, J. M. (2004). Regards croisés sur la nouvelle gestion publique. *Les politiques sociales*, 1, 4-17.